

# **CONVENTION**

## **RÉGISSANT LA MISE EN ŒUVRE DES MOYENS NÉCESSAIRES POUR GARANTIR LA SÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS PUBLICS DU RÉSEAU SILLAGES**

### **ENTRE**

L'Etat, représenté par Monsieur xxxxxxxxxxxx, sous-préfet de l'arrondissement de Grasse,

### **D'UNE PART**

### **ET**

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, agissant en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, représenté par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité par délibération en date du xxxxxxxx

La Ville de Grasse, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du xxxxxxxxxxxx

La Société TDU Grasse, agissant en tant que mandataire du GME, prestataire du réseau Sillages, représentée par son Directeur, Monsieur Bruno FOURCY,

Monsieur Christophe MURRIS, agissant en tant que mandataire du GME, prestataire du réseau Sillages,

La Société Ulysse, prestataire du réseau Sillages, représenté par son Directeur, Monsieur Christophe COCHAT,

Le secrétaire du comité d'entreprise de la Société Transdev Urbain Grasse, Monsieur xxxxxxxxxxxx, représentant l'ensemble du personnel de la Société Transdev Urbain Grasse,

Le représentant du personnel de la Société Autocars Musso, Monsieur xxxxxxxxxxxx, représentant l'ensemble du personnel de la Société Autocars Musso,

Le représentant du personnel de la Société TACAVL, Monsieur xxxxxxxxxxxx, représentant l'ensemble du personnel de la Société TACAVL,

### **D'AUTRE PART**

# PRÉAMBULE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est issue de la fusion de la Communauté de Communes des Monts d'Azur (12 communes), de la Communauté de Communes des Terres de Siagne (6 communes) et de la Communauté d'Agglomération du Pôle Azur Provence (5 communes).

Le territoire de cette nouvelle entité correspondant au périmètre de transports urbains du Syndicat mixte des transports Sillages, la communauté d'agglomération a repris les activités de ce syndicat en devenant l'autorité organisatrice de la mobilité.

Le syndicat dissout, l'entité s'est muée en service transport de l'agglomération en prenant l'aspect juridique d'une régie à simple autonomie financière nommée « régie autonome des transports Sillages ». Cette régie a pour mission de gérer et d'organiser les services de transports urbains du Pays de Grasse.

Assurer le déplacement sans risque par les transports en commun des habitants et des touristes est une préoccupation essentielle de l'Etat et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, dont le siège social est situé au 57, avenue Pierre Sémard à Grasse.

Ce service public est assuré par la régie autonome des transports Sillages en tant que service transport de la communauté d'agglomération. Les bureaux de la régie sont situés au 109, avenue Pierre Sémard à Grasse.

Le service public des transports en commun joue un rôle social de première importance en facilitant l'accès au travail, aux établissements de santé, aux établissements scolaires, aux loisirs, à la culture, aux services sociaux. Il reste pour certains quartiers, un lien social fort et pour certaines personnes le seul moyen de locomotion.

En s'acquittant de son titre de transport chaque voyageur attend d'être transporté dans les meilleures conditions de confort et de sécurité sur l'ensemble du réseau.

De même l'ensemble du personnel de la communauté d'agglomération et de ses partenaires doit pouvoir s'acquitter de ses missions en toute sécurité.

La communauté d'agglomération gère deux gares routières situées à proximité de la gare SNCF de Grasse dit Pôle Intermodal de Grasse et en centre-ville de Grasse au niveau de la Place de la Buanderie.

Le réseau Sillages est composé de dix-neuf lignes urbaines, vingt-quatre lignes scolaires, mais aussi vingt-six lignes correspondant à du transport à la demande et une offre plus particulièrement dédiée aux personnes à mobilité réduite.

Les lignes urbaines et scolaires ont été confiées à la société Transdev Urbain Grasse par le biais d'un marché public.

Il en est de même pour les 26 lignes de Sillages à la Demande (SàD) confiées au groupement des Taxiteurs Grassois et du service MobiPlus exploité par la société Ulysse.

## **OBJET DE LA CONVENTION**

Tant préventive que répressive, la politique partenariale de sécurisation vise à limiter les actes de malveillance, les incivilités, le vandalisme et la fraude génératrice d'insécurité, connaître et assister les victimes, interpellier les auteurs d'infractions, rassurer et lutter contre le sentiment d'insécurité dans les transports en commun.

Elle contribue, dans un contexte plus général, à la prévention et à la lutte contre la délinquance et l'insécurité.

## **TITRE PREMIER : SÉCURISATION**

### **Présence renforcée d'agents des forces de l'ordre sur le réseau Sillages**

## **SECTION UN : LA POLICE NATIONALE**

### **ARTICLE 1 : Opérations de sécurisation**

La Police Nationale sur le ressort de sa compétence territoriale, sous l'autorité de Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes, s'engage à mener pour la durée de la présente convention, et sous réserve de la disponibilité des effectifs liée à l'activité opérationnelle des opérations de sécurisation en liaison avec la régie autonome des transports Sillages.

Ces opérations seront menées en fonction des lieux les plus adaptés précisés par la commission de sécurité de façon à ce qu'elles se déroulent aux heures appropriées et dans les lieux sensibles.

Ces actions feront l'objet d'un programme mensuel préalablement établi par la commission de sécurité prévue au titre 3 de la présente convention.

### **ARTICLE 2 : Présence des forces de sécurité**

A l'issue de ces opérations, s'il est nécessaire, une présence des forces de sécurité sera maintenue afin d'éviter les représailles contre les conducteurs en bout de ligne ou dans les lieux les plus exposés.

La police nationale effectuera en tant que de besoin, l'accompagnement de certains bus ainsi que les derniers départs à titre de prévention.

### **ARTICLE 3 : Patrouilles de sécurisation**

Les forces de sécurité effectueront conformément aux actions programmées et en tant que de besoin, des patrouilles aux arrêts et terminus ainsi que dans les trajets en bus.

Les pôles d'échanges que sont la Place de la Buanderie et le Pôle Intermodal de Grasse dont la CAPG est gestionnaire en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, feront l'objet d'une attention particulière.

### **ARTICLE 4 : Troubles de l'ordre public**

En cas d'incidents graves ou d'événements pouvant potentiellement troubler l'ordre public, un dispositif spécifique de sécurité avec emploi de forces mobiles de la police nationale sera mis en place par le Préfet.

## **SECTION DEUX : LA POLICE MUNICIPALE DE GRASSE**

### **ARTICLE 5 : Patrouilles de sécurisation**

La police municipale de Grasse, sous l'autorité de son maire, effectuera sur tout le réseau, situé dans le ressort de sa compétence territoriale, des patrouilles de sécurisation.

Ces patrouilles s'effectueront notamment dans le cadre d'opérations conjointes de contrôle avec l'autorité organisatrice des transports et le cas échéant avec le prestataire de service public, suivant un rythme défini par la commission de sécurité.

### **ARTICLE 6 : Dispositif de communication**

L'autorité organisatrice des transports demeure joignable sept jours/sept par le biais d'un téléphone d'astreinte.

Celui-ci étant strictement dédié à la communication entre l'autorité organisatrice des transports, la police nationale, la police municipale de Grasse et les prestataires.

## **SECTION TROIS : DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE GRASSE ET DE LA RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS SILLAGES**

### **ARTICLE 7 : Equipe agents de contrôle assermentés.**

L'autorité organisatrice des transports, sous l'autorité de son Président, a mis en œuvre une équipe d'agents de contrôle assermentés qui intervient dans le cadre des opérations de contrôle de passagers afin de les sécuriser et participe aussi au contrôle des titres de transports.

Les contrôleurs assermentés de la régie des transports Sillages pourront, lors de ces opérations, relever les infractions et dresser des procès-verbaux aux voyageurs en situation irrégulières.

En cas de problème lors du contrôle, ils pourront faire appel aux forces de polices.

### **ARTICLE 8 : Liaison opérationnelle**

L'autorité organisatrice des transports a fait l'acquisition d'un système d'aide à l'exploitation et à l'information permettant le positionnement immédiat de chaque bus.

Ce système permet au personnel de conduite en cas d'urgence par le biais d'un système adapté de pouvoir alerter son entreprise et la régie.

Ce système d'alerte devra par la suite être intégré comme un outil indispensable dans les différentes procédures définissant les interventions des forces de l'ordre.

Ce dispositif vient renforcer l'appel téléphonique aux services de polices qui reste le moyen privilégié d'alerte.

## **ARTICLE 9 : Mesure préventive**

La vidéosurveillance est un outil moderne permettant d'enregistrer les images et de les visionner si un incident est constaté, en respectant une procédure spécifique réglementant l'accès aux enregistrements sur réquisition d'un officier de police judiciaire dans les délais prévus par l'autorisation préfectorale.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'engage à étudier le déploiement d'un équipement de ce type dans les bus et cars du réseau Sillages ciblés par la commission de sécurité.

Pour être opérationnel, cet outil devra recevoir les validations réglementaires de l'administration judiciaire et en suite faire l'objet d'une procédure afin d'établir son lieu d'hébergement et son mode d'utilisation.

En ce qui concerne la vidéosurveillance des différents sites du territoire grassois desservis par le réseau Sillages, la régie s'appuie sur les différents systèmes déployés par la commune de Grasse.

## **SECTION QUATRE : DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS ET DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL**

### **ARTICLE 10 :**

La consultation et l'association des représentants du personnel des différents Groupements Momentanés d'Entreprises (GME) et entreprises citées dans le préambule de ce document dans la démarche sécuritaire est indispensable, dans le dispositif de coproduction de sécurité locale dans les transports du réseau Sillages.

Dans la démarche de la continuité du service public, en cas d'incidents liés à l'insécurité, il est important que les représentants du personnel soient associés au dispositif de lutte contre la délinquance sur le réseau Sillages.

A juste titre, les représentants du personnel seront associés à la démarche partenariale de prévention et de lutte contre toutes les formes de délinquance.

Cette représentation s'exerce à deux niveaux :

- Au sein du Comité Directeur de Sécurité des Transports (CDST),
- Au sein de la Commission de Sécurité des Transports (CST).

Ce comité et cette commission sont visés au titre troisième de ce document.

## **TITRE DEUXIÈME FORMATION, INFORMATION, ANIMATION**

### **SECTION UN : LA POLICE NATIONALE**

#### **ARTICLE 11 : Formation**

La police nationale peut mettre à disposition de la régie, ses ressources de formation relative aux problèmes de sécurité afin d'assurer une cohérence

dans les méthodes de travail et notamment par le biais de stages techniques d'intervention particulière en cas d'incident dans les autocars.

Les sociétés de transport pourront ponctuellement, et sur demande des forces de police nationale, mettre à disposition des bus pour la formation et les exercices opérationnels.

### **ARTICLE 12 : Partage d'information**

La police nationale et la police municipale de Grasse assurent une restitution régulière en termes de statistiques sur les actions conduites dans le cadre de la présente convention sous la forme de tableaux de bord, tant auprès du Comité Directeur que de la Commission de Sécurité.

## **SECTION DEUX : DE LA RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS SILLAGES**

### **ARTICLE 13 :**

La régie autonome des transports Sillages s'engage à contribuer, en tant que de besoin, à l'information de ses voyageurs, sur les risques inhérents à l'usage des lieux publics placés sous sa responsabilité.

Le contenu de ces actions sera élaboré par la régie, en concertation avec les partenaires de la présente convention.

La régie continue d'assurer, auprès de son personnel et de celui de ses partenaires, une formation en matière de relations humaines visant à la prévention des conflits.

La régie autonome des transports Sillages :

- À former les agents de contrôle aux risques inhérents à leurs missions,
- À demander dans les cahiers des charges en matière de transport la formation du personnel de ses partenaires dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits.

### **ARTICLE 14 :**

Après accord des responsables et avec leur collaboration, la régie autonome des transports Sillages mène dans les établissements scolaires qui le sollicitent des campagnes de sensibilisation à la sécurité de façon générale dans les transports scolaires.

Ces opérations traitent pour une part du civisme à l'intérieur des véhicules de transport et de la sécurité comportementale aux abords des arrêts-bus et des gares routières et, d'autre part du comportement des scolaires dans les déplacements périurbains

### **ARTICLE 15 :**

La régie assure une restitution régulière en termes de statistiques sur l'état de tous les incidents et incivilités dans les transports urbains, et ce auprès du Comité Directeur et de la Commission de Sécurité.

Cette restitution pourra prendre la forme notamment de tableaux de bord et graphiques émanant d'un procédé de collecte de faits uniformisés et cohérent permettant aux partenaires de mesurer la situation de la délinquance et de mettre en place des réponses adaptées.



## **SECTION TROIS : LA POLICE MUNICIPALE DE GRASSE**

### **ARTICLE 16 :**

La police municipale de Grasse assure une restitution régulière en termes de statistiques sur les actions conduites dans le cadre de la présente convention, sous la forme de tableaux de bord, tant auprès du Comité Directeur que de la Commission de Sécurité.

## **TITRE TROISIÈME PILOTAGE DE LA CONVENTION**

La présente convention a vocation à garantir un dispositif de sécurisation sur le réseau Sillages.

## **SECTION UN : LE COMITÉ DIRECTEUR DE SÉCURITÉ DES TRANSPORTS**

### **ARTICLE 17 :**

Le Comité Directeur de Sécurité des Transports (CDST) est constitué pour la durée de la présente convention.

### **ARTICLE 18 :**

Le (CDST) est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et le Sous-Préfet d'arrondissement.

Il comprend les membres suivants :

- Le chef du bureau des sécurités de l'arrondissement de Grasse ou son représentant,
- Un représentant élu de la CAPG,
- Le Président du conseil d'exploitation de la régie autonome des transports Sillages,
- Le directeur général des services de la CAPG ou son représentant,
- Le directeur de la régie des transports Sillages ou son représentant,
- Le responsable du service déplacements de la CAPG ou son représentant,
- Le commissaire de police nationale ou son représentant,
- Le commandant de la compagnie de gendarmerie ou son représentant,
- Le directeur de la police municipale de Grasse ou son représentant,
- Le mandataire en charge des lignes urbaines ou son représentant,
- Le mandataire en charge des lignes scolaire ou son représentant,
- Le mandataire en charge des lignes SàD ou son représentant,
- Le mandataire en charge du service MobiPlus ou son représentant,
- Un représentant du personnel de chaque entreprise en charge des différents services de transports réalisés pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ou le Sous-Préfet d'arrondissement pourront en tant que de besoin, associer des représentants des communes membres de la CAPG.

## **ARTICLE 19 :**

Le Comité Directeur a pour mission :

- De définir les objectifs de la politique de sécurité et d'évaluer en conséquence les moyens humains et matériels,
- De proposer des mesures à prendre en cas de crise grave,
- D'analyser les bilans et tableaux de bord de la Commission de Sécurité,
- De préparer les avenants à la présente convention pour tenir compte de l'évolution de la politique de sécurité ou des moyens mis en œuvre, des engagements de nouveaux partenaires cosignataires, des nouveaux textes législatifs ou réglementaires et de l'introduction de nouvelles technologies dans les dispositifs de sécurité.

## **ARTICLE 20 :**

Le Comité Directeur se réunira une fois par an.

Il pourra être réuni à tout moment par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et/ou le Sous-Préfet d'arrondissement.

Il pourra inviter des personnalités extérieures en lien direct avec l'objet de cette convention, susceptibles d'apporter leur concours à la résolution de problèmes spécifiques et en lien direct avec l'objet de cette convention.

## **SECTION DEUX : LA COMMISSION DE SÉCURITE DES TRANSPORTS**

### **ARTICLE 21 :**

Une Commission de Sécurité des Transports (CST) est instituée pour la durée de la présente convention.

### **ARTICLE 22 :**

La Commission de Sécurité est présidée par le Directeur Général des services de la CAPG et le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture.

Elle comprend :

- Le chef du bureau des sécurités de l'arrondissement de Grasse ou son représentant,
- Le commissaire de police nationale ou son représentant,
- Le directeur de la police municipale de Grasse ou son représentant,
- Le responsable du service déplacements de la CAPG ou son représentant,
- Le directeur de la régie autonome des transports Sillages ou son représentant,
- Le responsable d'exploitation de chaque entreprise en charge des différents services de transports réalisés pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
- Un représentant du personnel de chaque entreprise en charge des différents services de transports réalisés pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Elle pourra en tant que de besoin, associer des experts dans ce domaine et des représentants des communes membres de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.



### **ARTICLE 23 :**

La Commission de Sécurité a pour mission :

- D'exploiter les compte rendus périodiques élaborés par les partenaires afin d'assurer leur cohérence et de permettre un recoupement de l'ensemble des informations sur l'état réel des évènements d'insécurité.
- De prendre connaissance des compte rendus périodiques et au minimum semestriel, des actions menées par la police nationale, la police municipale de Grasse et la régie autonome des transports Sillages.
- De prendre connaissance des statistiques relatives aux incidents sur le réseau exploité par la régie en faisant notamment apparaître les lieux, les lignes, les jours de la semaine et les tranches horaires particulièrement sensibles,
- De valider les programmes semestriels des actions de chacun des partenaires ainsi que celui des opérations communes,
- De suivre l'efficacité opérationnelle des dispositifs mis en place,
- De prendre toutes mesures de nature à accroître l'efficacité des moyens disponibles,
- D'établir la liste des établissements d'enseignements desservis par du transport scolaire dans lesquels seront menées des opérations de sensibilisation,
- De proposer au Comité de Pilotage de Sécurité des Transports un choix de partenariats et d'actions à mettre en œuvre dans le cadre des animations à caractère social, culturel et sportif et social.
- D'une manière générale de faire toute proposition au Comité de Pilotage de Sécurité des Transports de nature à améliorer la sécurité,

### **ARTICLE 24 :**

La Commission de Sécurité se réunit au minimum une fois par semestre ou en tant que de besoin sur demande de la moitié de ses membres.

## **TITRE QUATRIÈME DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 25 : Prise d'effet de la convention**

La présente convention prendra effet le lendemain de sa ratification par les parties.

Son échéance correspond à la date de fin du marché liant la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse aux sociétés TDU Grasse, Musso, TACAVL, Ulysse et au GME des taxis Grassois.

### **ARTICLE 26 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention pourra s'effectuer par voie d'avenant.

### **ARTICLE 27 : Dénonciation de la convention**

La convention pourra être dénoncée par chacune des parties, sous réserve d'un préavis de deux mois et d'une information du Comité Directeur de Sécurité des Transports.

### **ARTICLE 28 : Litiges**

Pour tout litige portant sur l'exécution de la présente convention, n'ayant pu faire l'objet d'un accord amiable, le Tribunal Administratif de Nice sera compétent.

### **ARTICLE 29 : Publicité de la convention**

La présente convention sera transmise, pour information :

- Au Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur,
- Au Conseil Départemental des Alpes-Maritimes,
- À la commune de Grasse.

### **ARTICLE 30 : périmètre d'application de la convention**

Cette convention couvre le territoire de la commune de Grasse et pourra par la suite être élargie aux territoires des autres communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Fait à Grasse, le

Pour l'Etat,  
Le Sous-Préfet de Grasse,

---

Pour Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,  
Le Président,

Monsieur Jérôme VIAUD

---

Pour la Ville de Grasse,  
Le Maire,

Monsieur Jérôme VIAUD

---

Pour la Société TDU Grasse, représentant le GME,  
Le Directeur,

Monsieur Bruno FOURCY

---

Pour le GME, le mandataire du marché dit « Sillages à la Demande (SàD) »,  
Son représentant,

Monsieur Christophe MURRIS

---

Pour la Société Ulysse,  
Le Directeur,

Monsieur Guillaume COCHAT

---

Pour le personnel de la Société Transdev Urbain Grasse,  
Le Secrétaire du comité d'Entreprise,

Monsieur xxxxxxxxxxxxxxxx

---

Pour le personnel de la Société Autocars Musso,  
Le représentant du personnel,

Monsieur xxxxxxxxxxxxxxxx

---

Pour le personnel de la Société TCAVL,  
Le représentant du personnel,

Monsieur xxxxxxxxxxxxxxxx

---